

PÉNURIE DE VACCINS PÉDIATRIQUES

Le circuit de distribution pointé du doigt

La pénurie des vaccins pédiatriques est de retour. Cette fois-ci, c'est le vaccin contre la polio qui fait défaut. Le ministère met en cause le dysfonctionnement dans le circuit de distribution.

**Rym Nasri – Alger (Le Soir)** - Les parents continuent à se plaindre du manque de vaccins pour enfants et nouveau-nés dans les structures de santé publique, particulièrement le HBV (contre l'hépatite de type B) et le Tétracoq (contre le tétanos, la diphtérie, la poliomyélite et la coqueluche). Une pénurie qui perdure et qui amplifie leur inquiétude. Pourtant, l'ex-ministre de la Santé, Djamel Ould-Abbès, a assuré à maintes reprises que ces vaccins étaient disponibles.

A la polyclinique Necira-Nounou à Belouizdad, uniquement 20 doses sont administrées par jour. «Il faut s'inscrire tôt le matin pour pouvoir avoir un vaccin», affirme une jeune maman, toute fière d'avoir réussi à vacciner son fils de trois mois.

Dans le hall du centre de vaccination, une autre maman supplie presque l'infirmière pour faire passer son enfant. Arrivée sur les lieux à 8 h du matin, cette jeune femme s'est vue prior de patienter. Deux heures plus tard, son fils n'a toujours pas eu son vaccin. «Vous faites dans le favoritisme, vous réservez les doses pour vos

connaissances. Je suis venue plusieurs fois et à chaque fois je rentre sans vacciner mon fils», tonne-t-elle à l'encontre des infirmières. Devant son insistance, l'infirmière a fini par la faire passer. «J'ai dû m'imposer pour vacciner mon fils de 18 mois. J'ai déjà fais la tournée des centres de vaccination de Birkhadem à Aïn Naâdja avant d'arriver ici à Belcourt», dit-elle.

Elle se rappelle du vaccin d'un mois que son fils n'a pu faire qu'au bout du deuxième mois. «Ma cousine a dû s'adresser au privé pour vacciner sa fille de 5 mois et payer 1 500 DA car elle n'a pu le faire dans les établissements publics», dit-elle. Même les ampoules de vitamine D, poursuit-elle, «sont indisponibles dans les centres de vaccination publics. J'ai dû l'acheter dans une pharmacie».

Même si les médecins évoquent un délai de trois à six mois pour l'enfant non vacciné, ils insistent toujours sur le respect du calendrier vaccinal. Selon un pédiatre, le risque de contamination augmente avec le temps. «Il est recommandé de vacciner l'enfant à temps car le vaccin le protège



Photos : DFI.

des pathologies.» Les spécialistes préconisent ainsi le respect du calendrier vaccinal. Un calendrier, expliquent-ils, élaboré sur des bases médicales et dont «le décalage remet en cause le profil vaccinal».

Une amélioration, selon le SNPSP

Le président du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP), le D<sup>r</sup> Liès Merabet, affirme que cette «pénurie» de vaccins pour enfants a ten-

dance à diminuer depuis un mois. Ceci quoique, dit-il, «les quantités des vaccins pédiatriques restent insuffisantes». Pour lui, les besoins de vaccination exprimés ne sont pas satisfaits. «Cette situation traîne depuis une année à cause des pénuries répétitives et les besoins de vaccination augmentent d'une manière exponentielle», explique-t-il encore.

Par ailleurs, le D<sup>r</sup> Merabet souligne les déplacements des parents d'un centre à un autre, à la recherche d'un vaccin pour leur

progéniture. Selon lui, cette situation provoque «une perturbation dans la traçabilité du bilan du programme d'activité».

Les explications du ministère

Le ministère de la Santé explique la pénurie de ce vaccin par des «dysfonctionnements» dans le circuit de distribution. L'expertise actuelle du marché des produits pharmaceutiques, explique-t-on, confirme des perturbations qui «nécessitent une meilleure régulation du marché du médicament, en particulier de celui des vaccins». Le ministère assure, d'ailleurs, que l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) dispose de stocks de vaccins. Seuls l'organisation du circuit de distribution des doses de vaccins et le suivi des besoins des centres de vaccination s'imposent. Parmi les décisions du ministre de la Santé, Abdelaziz Ziari, ajoute la même source, figure la mise effective de l'Agence nationale du médicament, créée en 2008.

«Cette institution permettra une organisation pérenne sur de nouvelles bases du marché du médicament (médicament consommable, réactifs, vaccins, sérums) et sa normalisation», souligne-t-on encore.

R. N.

Plusieurs centaines d'anciens rappelés du service militaire manifestent à Béjaïa

Déterminés à faire valoir leurs revendications, les anciens rappelés du service national ont réinvesti, hier, le terrain de la contestation à travers une imposante marche initiée au niveau du chef-lieu de la wilaya de Béjaïa. La manifestation de rue, qui s'est ébranlée de l'ancienne gare routière vers le siège de la wilaya, où un rassemblement fut observé durant plusieurs heures dans la matinée, a drainé environ un millier d'anciens appelés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme (1995-1999). Les protestataires, qui se sont déplacés de différentes municipalités de la wilaya, déplorent «l'indifférence» des plus hautes autorités de l'Etat face à leurs multiples réclamations relatives à leur «situation sociale de plus en plus précaire».

Dans leur plate-forme de revendications, les anciens rappelés demandent, entre autres, à bénéficier de la loi sur la réconciliation nationale et la concorde civile, la priorité au logement et à l'emploi, la réintégration de tous ceux qui ont perdu leur travail après leur démobilisation par l'ANP. Les manifestants exigent également une prise en charge médicale, l'accès aux structures de soins militaires et le droit à la retraite sur la base d'un calcul de cotisations à compter de juin 1995 avec un appoint de 12 années supplémentaires.

A. K.

MASCARA  
Les rappelés du service national observent un sit-in

Ils étaient, hier, des dizaines de rappelés, venus de divers horizons, à avoir observé un sit-in devant le siège de la wilaya de Mascara. Ce sont des rappelés de la période entre 1995 et 1999. Ce rassemblement s'est effectué dans le calme. Deux représentants de ce mouvement ont été reçus par les autorités et une plateforme de revendications, d'ordre social, en onze points, a été déposée.

M. Meddeber

AÏN DEFLA  
Amar Tou sur les chantiers de dédoublement de la voie ferrée Sidi Lakhdar-Boumedfaâ

Après le dédoublement de la voie ferrée Oued-Fodda (Chlef) jusqu'à Khemis Miliana sur 67 km, un gigantesque chantier vient d'être lancé pour continuer le dédoublement jusqu'à El Affroun.

Pour contourner la difficulté du relief et les contraintes qu'il pose entre Khemis Miliana et El Affroun, en passant par Boumedfaâ et El Hoceïnia, il a été décidé la réalisation d'une voie d'évitement qui contourne Khemis Miliana par le sud et rejoint Boumedfaâ. Pour ce faire, il s'est avéré la nécessité de surmonter la contrainte que pose le mont El Guntas, situé entre Aïn Soltane et El Hoceïnia. Pour cela, deux chantiers sont ouverts pour le creusement d'un tunnel bi-tubes sur une longueur de 7 km. Les travaux entrepris ont été confiés à deux grandes sociétés, l'une chinoise et l'autre turque. Pour réaliser ces projets, une enveloppe de 43 milliards de dinars a été consentie. Selon un responsable du bureau d'études, cette enveloppe n'est pas définitive et est appelée à être révisée en fonction des avenants nécessaires qu'imposeront les travaux supplémentaires que dictera la réalité du terrain. L'ensemble de la voie d'évitement Khemis Miliana-El Affroun porte sur une longueur de 56 km en deux tronçons de 28 km chacun. Sur le plan de l'emploi, on constate avec satisfaction un taux d'intégration de la main-d'œuvre algérienne assez élevé, soit 551 Algériens contre 289 étrangers chez les Chinois et 297 Algériens contre 63 étrangers dans l'entreprise turque. Dans le domaine des transports, Amar Tou a procédé à l'installation de l'entreprise de transport urbain d'Aïn Defla, qui débute avec 5 cars à Khemis Miliana et Aïn Defla qui se taille la part du lion avec 10 cars de 100 places chacun. Amar Tou, en compagnie du wali, a



participé au circuit inaugural à Khemis Miliana d'abord, à Aïn Defla ensuite. Amar Tou, ministre des Transports, a inspecté, dans la foulée, les travaux de réalisation d'une station régionale de météorologie implantée au nord de la ville d'Aïn Defla. Cette station aura à assurer la gestion régionale des informations météorologiques sur tout le territoire de la wilaya d'Aïn Defla qui coiffera les 10 antennes déjà en activité et les 10 autres qui avaient cessé d'activer mais qui seront réhabilitées. Cette station professionnelle de météorologie, il

faut le noter, n'est pas encore en activité. Il faut pour cela que la réalisation de la bâtisse soit achevée et réceptionnée et qu'elle reçoive les équipements indispensables et qu'elle soit intégrée au sein du réseau national. Le ministre des Transports a, en fin de visite, animé une conférence sous la forme d'un cours de socioéconomie avec un long feed back, depuis 1962 à nos jours, en mettant l'accent sur le développement qu'a connu l'Algérie et aussi sur tout ce qui reste à faire.

Karim O.

Deux terroristes abattus à Sidi-Ali-Bounab

En opération, hier peu avant-midi, dans la partie sud de Sidi-Ali-Bounab, relevant administrativement de la wilaya de Tizi-Ouzou, des éléments de l'ANP ont réussi à mettre hors d'état de nuire deux terroristes sur lesquels deux kalachnikovs ont été récupérés. Une opération montée en un temps record, suite à des informations faisant état d'un mouvement suspect de personnes étrangères à la région, mais dont le nombre n'a pas été déterminé avec exactitude.

A. M.